

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.39/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 d) iv)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à l'État plurinational de Bolivie pour le

Plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté – Phase I: Projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Roberto Haudry de Soucy

Chargé de programme de pays

téléphone: +57 (1) 217 7234

courriel: r.haudry@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Convenio de financiamiento negociado (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

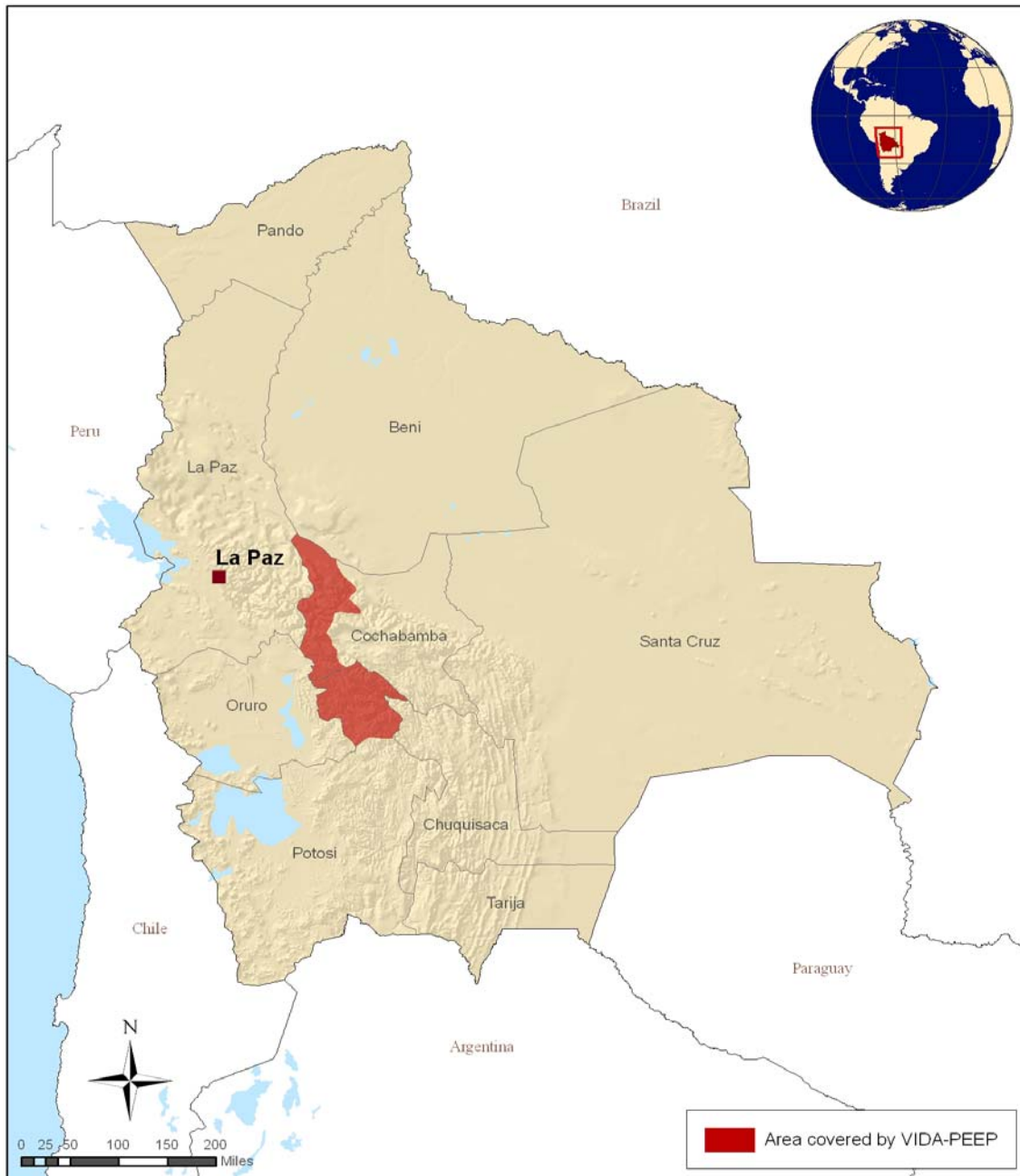
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PEEP	Plan pour éliminer l'extrême pauvreté
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de l'État plurinational de Bolivie pour le plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté – Phase I: projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí, telle qu'elle figure au paragraphe 46.

Carte de la zone du projet

Plan VIDA-PEEP to eradicate extreme poverty – Phase I: Pilot Project to Strengthen the Capacity of Communities and Families Living in Extreme Poverty in Cochabamba and Potosí



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

État plurinational de Bolivie

Plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté – Phase I : projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État plurinational de Bolivie
Organisme d'exécution:	Ministère de la planification du développement
Coût total du projet:	15,2 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	5,05 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
*Contribution de l'emprunteur:	4,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,9 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à l'État plurinational de Bolivie pour le Plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté – Phase I: projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Dans l'État plurinational de Bolivie, l'appauvrissement des sociétés andines est principalement lié à la destruction et à la fragmentation des territoires traditionnels, aux échanges commerciaux fondés sur la réciprocité, à l'insuffisance de connaissances et de technologies appropriées ainsi qu'au manque de confiance envers les autorités et les systèmes administratifs. Les politiques nationales de lutte contre la pauvreté s'inscrivent dans le Programme national de développement qui intervient en particulier à travers le Plan VIDA (dans le cadre du Plan pour éradiquer l'extrême pauvreté [PEEP]) afin de combattre la pauvreté. L'objectif est de renforcer les différentes formes organisées de développement communautaire autonome ainsi que les valeurs, les mécanismes décisionnels et la régulation sociale qui y sont liés, en répondant aux besoins spécifiques de chaque territoire naturel selon ses caractéristiques historiques, économiques, agroécologiques et culturelles.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à l'État plurinational de Bolivie un prêt d'un montant de 5,05 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,0 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du plan VIDA pour éradiquer l'extrême pauvreté – Phase I: projet pilote de développement des communautés et des familles extrêmement pauvres à Cochabamba et Potosí. La durée du prêt sera de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la Bolivie au titre du SAFP est de 16 210 603 USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Ces quatre dernières années, la stabilité économique du pays s'est traduite par un taux de croissance moyen de 4,92% et un taux de change stable. Les deux plus grands défis consistent à s'assurer que la croissance se prolongera dans le temps et à savoir comment cette croissance peut contribuer à réduire davantage la pauvreté.
5. Le Fonds monétaire international a indiqué que les solides performances en termes d'exportation de matériaux et de pétrole ont fortement contribué à la croissance économique de l'État plurinational de Bolivie. En 2008, la croissance réelle du PIB s'est accélérée et les réserves internationales ont atteint des niveaux sans précédent.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

6. Le Programme national de développement a servi de base à l'élaboration du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats. Dans ce cadre, le gouvernement a mis en place le Plan Vida (PEEP), qui s'attelle à éliminer l'extrême pauvreté à travers une méthodologie d'intervention globale.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

7. Le pays est parfaitement en mesure d'absorber le prêt proposé et d'en assurer le service. Au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, la soutenabilité de la dette publique de l'État plurinational de Bolivie n'a cessé de s'améliorer grâce à des excédents financiers. Les ratios d'endettement continuent à afficher des marges confortables par rapport aux seuils de risque, et devraient encore diminuer sous l'effet de politiques de référence.

Flux de fonds

8. Il est prévu de déposer le montant du prêt sur un compte spécifique en dollars des États-Unis.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le groupe cible direct se compose d'agriculteurs et de communautés autochtones, dont la plupart sont d'origine quechua ou aymara. Une carte de la pauvreté, élaborée par l'Institut national des statistiques et le Ministère de la planification du développement, a été utilisée pour déterminer le groupe cible et estimer le nombre de bénéficiaires directs.

Méthode de ciblage

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet suivra une approche globale et non exclusive. La stratégie de ciblage repose essentiellement sur une analyse complète des indicateurs de pauvreté: i) seuil de pauvreté; ii) évaluation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité; iii) indicateur du développement humain; et iv) besoins essentiels non satisfaits. Cette analyse a permis d'établir un ordre de priorité pour l'admission des municipalités aux différentes étapes de la mise en œuvre du Plan Vida.

Participation

11. La participation des bénéficiaires sera assurée à travers des ateliers réunissant les communautés, les autorités et le bureau de gestion du projet. Les ressources destinées aux communautés seront transférées à des comités locaux responsables de l'exécution du projet, qui seront créés si nécessaire.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. L'objectif principal du projet est de renforcer les capacités économiques et productives des familles et des organisations communautaires en fonction de leur potentiel à l'échelle régionale et, en parallèle, de diminuer le taux de pauvreté et d'apporter des revenus durables.
13. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) promouvoir et renforcer les activités productives potentielles identifiées afin de favoriser le développement économique des familles en situation d'extrême pauvreté dans le nord du Potosí et le sud du Cochabamba; ii) renforcer et appuyer les capacités organisationnelles des communautés bénéficiaires tout en respectant leurs identités culturelles, en conservant leurs modes d'organisation et en encourageant les efforts de coordination des parties prenantes au profit des communautés concernées; et iii) mettre en place des mécanismes de suivi-évaluation (S&E) pour évaluer les résultats et l'impact du projet.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Le projet proposé est en harmonie avec les objectifs politiques fixés par l'administration du Président Evo Morales et qui visent à articuler et à mettre en place un cadre global qui prenne en compte la perspective autochtone et multiculturelle développée dans le cadre de la nouvelle Constitution, récemment approuvée.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. S'appuyant sur quelque 20 ans de coopération avec le pays, le projet proposé est conforme au COSOP et représente la première intervention mise en œuvre dans ce cadre. Le projet proposé s'inscrit dans le cadre du premier objectif stratégique du COSOP: "Améliorer les avoirs nécessaires à la subsistance (humains, naturels, physiques, culturels et sociaux) des ruraux pauvres et encourager l'adoption d'innovations technologiques et cognitives en favorisant l'accès des pauvres à une large gamme de services". Ce projet s'appuie sur les enseignements tirés par le FIDA et le gouvernement qui indiquent la nécessité d'adopter au plus vite des mesures concrètes en faveur de l'appropriation, de l'harmonisation, de l'alignement, de la gestion axée sur les résultats et de la responsabilité mutuelle, comme stipulé dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

Modalités de supervision

16. Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

17. Aucune dérogation aux conditions générales du FIDA n'est prévue.

Gouvernance

18. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) audits annuels indépendants conformément aux normes internationales et aux directives du FIDA en la matière; ii) supervision directe et appui à l'exécution; iii) méthodes de S&E élaborées conformément aux besoins spécifiques du projet.
19. En matière d'évaluation, le bureau de gestion du projet recrutera des évaluateurs externes chargés de réaliser: i) une enquête de référence; ii) un examen à mi-parcours afin de suivre les progrès, les résultats et l'impact sur les communautés bénéficiaires; iii) une évaluation rétrospective afin de mesurer les effets et l'impact du projet; et iv) un rapport d'achèvement du projet.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

20. Dans l'État plurinational de Bolivie, la pauvreté reste un problème majeur qui nécessite que les interventions de développement se concentrent sur une application massive et à plus grande échelle des instruments de développement éprouvés. Les autorités jugent nécessaire que les ressources du FIDA soient allouées selon une approche programmatique.

Harmonisation avec les partenaires du développement

21. Le projet proposé a été conçu dans le cadre du PEEP, dont la responsabilité est d'harmoniser les interventions des autres acteurs engagés dans la lutte contre la pauvreté. Le projet coordonnera ses activités avec celles de la Banque interaméricaine de développement, de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et de la Banque mondiale, entre autres.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

22. Le projet comprend trois composantes principales:

- i) **renforcement et gestion des moyens de production** afin d'améliorer la productivité en fournissant les ressources nécessaires pour générer des revenus et garantir l'accès à la nourriture dans les régions de pauvreté extrême;
- ii) **renforcement de l'organisation et des capacités** afin de promouvoir et d'appuyer le développement des capacités des communautés tout en respectant leur identité culturelle, en conservant leurs modes d'organisation et en assurant la coordination des efforts avec les parties prenantes.
- iii) **administration et suivi-évaluation du projet** afin de consolider une structure opérationnelle et des mécanismes S&E permettant d'analyser les comportements, les résultats et les impacts au cours de la mise en œuvre du projet.

Catégories de dépenses

23. Le projet comprend huit catégories de dépenses: i) renforcement des moyens de production (53,2%); ii) initiatives communautaires (16,1%); iii) infrastructures de production (11,8%); iv) renforcement organisationnel et développement des capacités de production (6,4%); v) droits des citoyens (4,3%); vi) véhicules, équipement et matériel (1,2%); vii) S&E et audit (1,1%); et viii) dépenses de fonctionnement (5,9%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

24. Le principal partenaire d'exécution est le Ministère de la planification du développement.

Responsabilités en matière d'exécution

25. L'organisme d'exécution sera le Ministère de la planification du développement par l'intermédiaire de l'unité d'exécution du plan Vida (PEEP), qui jouera un rôle de coordination.
26. La structure d'exécution du projet comprend un comité d'exécution, un bureau de gestion du projet et deux bureaux régionaux.
27. Le Ministère de la planification du développement examinera et approuvera des rapports officiels présentés au FIDA et favorisera le processus de concertation avec ses homologues nationaux et internationaux.
28. Le bureau de gestion du projet disposera d'un coordinateur de gestion et du personnel nécessaire à la mise en œuvre des activités du programme. Les bureaux régionaux seront constitués d'un coordinateur régional et du personnel de soutien.

Rôle de l'assistance technique

29. Le projet devra traiter deux aspects principaux: i) la constitution de capital et le renforcement des actifs pour les populations pauvres; et ii) la promotion d'outils faciles d'accès en mesure de réduire la vulnérabilité.

Situation des principaux accords d'exécution

30. Le Ministère de la planification du développement, par l'intermédiaire de son Vice-Ministre de l'investissement public et du financement externe, devra passer des accords avec le Vice-Ministre du développement rural. Des accords et/ou contrats seront également passés avec d'autres programmes, agences et acteurs du développement.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

31. Le coût total du projet est de 15,2 millions d'USD sur une période d'exécution de trois ans, y compris des provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Le total des contributions se décompose comme suit: FIDA – 8,0 millions d'USD (52,3% du coût total du projet); le gouvernement – 4,3 millions d'USD (28,3% du coût total du projet); et les bénéficiaires – 2,9 millions d'USD (19,4% du coût total du projet). Aucun autre financeur n'est prévu.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

32. Alors que le projet bénéficie à 18 000 familles dans 600 communautés à travers le développement et le renforcement du potentiel de production dans la zone d'intervention, il met également en place un système de renforcement de l'organisation et des capacités pour les communautés et leurs organisations.
33. À l'échelle communautaire, le potentiel de production est stimulé à travers la mise en œuvre de 600 projets communautaires tout au long des trois ans du projet, contribuant ainsi au développement local. Les 600 groupes de producteurs concernés ont un statut de personne morale, ce qui leur permet d'avoir accès aux différents services financiers. Quelque 9 000 familles recevront des cartes d'identité et des certificats de naissance.

Viabilité économique et financière

34. Onze modèles représentant des systèmes d'exploitation ou des activités rurales non agricoles ont été développés. Dans un scénario de stabilité économique, sociale et politique, la mise en œuvre du projet offre un ratio coûts-avantages de 1,79 pour le secteur privé, et de 1,90 pour les communautés participant au projet. Le taux de rentabilité économique a été fixé à 15,5% pour le secteur privé et à 20,6% pour les communautés participant au projet sur une période de 10 ans.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

35. Les activités proposées devraient générer des savoirs fondés sur les expériences précédentes, qui seront utilisés pour concevoir de nouvelles interventions et ajuster des programmes actuels sur la base des politiques nationales et des dynamiques communautaires, l'objectif étant de favoriser l'éradication de l'extrême pauvreté.
36. La base du projet devrait permettre de générer et de systématiser les expériences qui seront diffusées à l'intérieur d'un réseau de gestion des savoirs, lors des phases successives du Plan Vida (PEEP).

Innovations en matière de développement

37. La conception du projet introduit des éléments novateurs dans les domaines suivants: i) le développement d'unités productives potentielles et existantes en matière d'artisanat, d'agriculture et d'élevage; ii) la fourniture de ressources aux communautés, aux organisations de producteurs et aux familles pour l'acquisition de biens et services relatifs à l'assistance technique, outre les outils et le petit équipement destinés à favoriser le développement de leurs capacité productive; iii) une relation contractuelle avec le gouvernement et les organisations de la société civile; iv) l'amélioration de l'intégration sociale et du suivi; et v) le renforcement et le développement des capacités organisationnelles pour la gestion du projet.

Approche d'élargissement

38. Le gouvernement cherche à étendre ses programmes de développement rural avec l'aide du FIDA, en mettant à profit la présente allocation du financement potentiel d'environ 16 millions d'USD dans le cadre du SAFP 2010-2012.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

39. Le projet doit faire face à cinq risques majeurs: i) le fardeau politique du programme national; ii) l'inefficacité administrative dans l'utilisation des ressources; iii) le mécanisme principal d'allocation des ressources du projet; iv) les bas salaires du personnel de projet; et v) le statut et la place des femmes. Les mesures d'atténuation des risques prévoient essentiellement d'employer du personnel qualifié à travers un appel d'offres public. Étant donné que la question des aléas politiques et des bas salaires dépasse le cadre du projet, celui-ci n'a aucun moyen d'appliquer des mesures correctives. Au sujet de l'égalité des sexes, toutes les mesures ont été prises, et les femmes figurent parmi les principaux bénéficiaires du projet.

Classification environnementale

40. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie C, dans la mesure où il n'aura vraisemblablement aucun impact sur l'environnement. Il n'est donc pas nécessaire de procéder à une analyse approfondie.

K. Durabilité

41. Les mesures de durabilité visent à impliquer les bénéficiaires qui, une fois achevées les activités du projet, auront acquis une méthodologie adéquate et les compétences pour gérer les services techniques ou les biens pour lesquels il est nécessaire d'élargir les capacités de production ou de parfaire l'intégration dans des marchés dynamiques.
42. L'appropriation du projet par les parties concernées favorise sa durabilité et encourage l'autonomisation, notamment à travers l'acquisition de capacités décisionnelles utiles pour faire face aux limites ce qui permet de stimuler la confiance en soi et l'apprentissage au profit d'autres aspects humains.

II. Instruments juridiques et autorité

43. Un accord de financement entre l'État plurinational de Bolivie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
44. L'État plurinational de Bolivie est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
45. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à l'État plurinational de Bolivie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinq millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 050 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiamiento negociado: "Plan VIDA-PEEP de Erradicación de la Extrema Pobreza Fase I: Proyecto Piloto de Fortalecimiento de Comunidades y Familias en Extrema Pobreza en Cochabamba y Potosí"

(Negociaciones concluidas el 16 de noviembre de 2009)

Número del Préstamo: _____

Plan VIDA-PEEP de Erradicación de la Extrema Pobreza Fase I: Proyecto Piloto de Fortalecimiento de Comunidades y Familias en Extrema Pobreza en Cochabamba y Potosí (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

El Estado Plurinacional de Bolivia (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Disposiciones especiales (Anexo 3).
2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (el "Financiamiento"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del préstamo es de DEG 5 050 000.
2. El Préstamo se concede en condiciones muy favorables, según lo establecido en la Sección 5.01 de las Condiciones Generales.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar estadounidense.
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.

5. Los pagos del capital y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre en 59 cuotas semestrales iguales de DEG 84 167 que comenzarán el 15 de mayo de 2020 y terminarán el 15 de mayo de 2049 y un pago de DEG 84 147 pagadero el 15 de noviembre de 2049.
6. Habrá una Cuenta del Proyecto en beneficio del organismo responsable del proyecto en un Banco acordado por el Prestatario y el Fondo.
7. El Prestatario proporcionará financiamiento de contrapartida para el Proyecto por un monto de USD 4,3 millones, aproximadamente.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Planificación del Desarrollo (MPD).
2. El MPD operará el Proyecto mediante la Entidad Ejecutora del Proyecto Plan VIDA Programa de Erradicación de Extrema Pobreza (Plan VIDA-PEEP) en el marco de la soberanía del Estado Plurinacional de Bolivia. Para la ejecución del Proyecto el Plan VIDA-PEEP firmará convenios con las entidades públicas que correspondan.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el cuarto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Fondo en su calidad de institución financiadora realizará la gestión administrativa del Préstamo en lo que le corresponda. La supervisión del Fondo se enmarcará en lo establecido en las Condiciones Generales.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales para la suspensión del presente Convenio los siguientes:
 - a) Que el Fondo, en coordinación con el MPD, haya determinado que los beneficios materiales del Proyecto no están alcanzando adecuadamente el grupo-objetivo, o están beneficiando personas ajenas al grupo-objetivo.
 - b) Que el manual de operaciones, o cualquiera de sus disposiciones, haya sido objeto de, enmienda u otra modificación sin el acuerdo mutuo con el Fondo, y éste haya determinado que tal, enmienda o modificación ha tenido o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
2. Se considera condición específica adicional previa para el retiro de fondos que el Fondo haya aprobado el manual de operaciones del Proyecto.
3. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.

4. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Kanayo F. Nwanze
Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Noel Aguirre L.
Ministro
Ministerio de Planificación del
Desarrollo
Av. Mariscal Santa Cruz N° 1092
La Paz - Bolivia

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario.

Por el Fondo

Por el Prestatario

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

IV. Descripción del Proyecto

1. *Enfoque del Plan VIDA-PEEP.* La implementación de la política de erradicación de extrema pobreza en el marco del Decreto de Organización del Órgano Ejecutivo Plurinacional (DOE) es una institución del Ministerio de Planificación del Desarrollo a través del Plan VIDA-PEEP, a nivel nacional y territorial (región, municipio y comunidad) consolidando estrategias de alineamiento institucional de programas proyectos público-privado, nacionales y subnacionales, así como de las instancias de financiamiento externo de sectores afines a la política de erradicación de extrema pobreza, fortaleciendo la gestión integral comunitaria, expresada en sus formas de organización, valores, mecanismos propios de toma de decisiones, control social y estableciendo la necesidad de reconocer la territorialidad natural (región, municipio, comunidad) que reúnen características históricas, económicas, agroecológicas o culturales comunes o afines por encima del nivel comunal o local y por debajo del nivel nacional para el diseño de políticas y procesos de planificación del desarrollo.

El PLAN VIDA-PEEP cuenta con cinco líneas de intervención las cuales son: económico, productivo, alimentación y nutrición, construcción de viviendas, acceso a derechos sociales y desarrollo de organizaciones sociales. En el ámbito del Plan VIDA-PEEP, el FIDA financiará lo previsto en el párrafo 6 de este Anexo.

2. *Población–objetivo.* Los beneficiarios del Proyecto están conformados por las comunidades y familias en extrema pobreza en el norte del Departamento de Potosí y en el sur del Departamento de Cochabamba.
3. *Área del Proyecto.* Comprende: a) en el departamento de Potosí, los municipios de Colquechaca, Ravelo, Pocoata, Ocurrí, San Pedro de Buena Vista, Toro Toro, Arampampa, Acasio, Chayanta, Sacaca, Caripuyo, Llallagua y Uncía, y b) en el departamento de Cochabamba, los municipios de Tacopaya, Arque, Bolívar, Tapacarí, Morochata, Ayopaya y Sicaya.
4. *Metas.* El Proyecto plantea las siguientes metas:
 - a) 600 comunidades del área del Proyecto fortalecen sus potencialidades económico–productivas, bajo el enfoque de complejos productivos y economía plural;
 - b) las diversas organizaciones y empresas comunitarias, indígenas y sindicales se encuentran fortalecidas y cuentan con mayores capacidades para el desarrollo de la institucionalidad, mayor participación de la mujer, control social y desarrollo de mecanismos de coordinación con actores públicos y privados. Se generan mayor concurrencia, sinergias y alianzas;
 - c) se han emitido cédulas de identidad y certificados de nacimiento a unas 9 000 familias y las asociaciones de productores y otros cuentan con personerías jurídicas.

5. *Objetivos.* El objetivo específico del Proyecto es fortalecer las capacidades económico-productivas de las familias, comunidades y organizaciones comunitarias productivas, para favorecer a la erradicación de la extrema pobreza, en el marco de la gestión integral y comunitaria.

La propuesta de intervención incorpora los siguientes objetivos claves:

- a) el fortalecimiento y desarrollo de potencialidades económico-productivas, bajo el enfoque de complejos productivos y economía plural (proyectos de desarrollo del potencial productivo en lo agrícola, pecuario y de complementación como: artesanía, productos con valor agregado, infraestructura productiva);
 - b) el fortalecimiento y generación de capacidades de organizaciones de comunidades productivas y diálogo de políticas para favorecer, promover e incentivar el uso productivo y la buena inversión de los activos acumulados, como estrategia de salida de la pobreza; y
 - c) la inclusión de derechos de ciudadanía.
6. *Componentes.* El Proyecto está diseñado a partir de la priorización de potenciales productivos y transferencia de recursos económicos destinados a fortalecer estos potenciales y capacidades organizativas con componentes distribuidos en tres niveles.

Componente I.- Fortalecimiento y gestión de medios de producción

El componente I se enmarca en experiencias de proyectos de desarrollo rural y la estrategia productiva integral regional del norte de Potosí. El componente prioriza potenciales productivos y tiene el propósito de contribuir al desarrollo económico local, incrementando la productividad, transfiriendo recursos a los proyectos para la generación de ingresos y acceso a los alimentos en cantidad y calidad en las áreas de extrema pobreza.

Subcomponente I.- Fortalecimiento de medios de producción

Bajo este subcomponente se busca desarrollar las múltiples potencialidades de los territorios (manejo y conservación de suelos, recuperación de material genético y semillas, etc.) mediante la validación con talleres de participación a nivel comunal y municipal. Las organizaciones comunales son las responsables de la ejecución de los proyectos en el marco de acuerdo a ser alcanzados con los actores específicos (poblaciones de extrema pobreza). El Proyecto transferirá recursos económicos a las organizaciones comunitarias.

Subcomponente II.- Iniciativas Comunitarias (IC)

Bajo este subcomponente los recursos serán utilizados para invertir en iniciativas comunales relacionadas con la transformación de materias primas incluyendo inversiones en la elaboración de artesanías, prendas de vestir, cerámica y otras generadoras de ingresos.

Subcomponente III.- Infraestructura Productiva

Este subcomponente busca fortalecer a las familias en extrema pobreza de las comunidades para que en base a las obras de infraestructura, mejoren su base productiva con impactos en producción de alimentos y generación de ingresos en

el marco de los complejos productivos, niveles de capacitación adecuados y acceso a mercados locales o externos. Los beneficiarios e instituciones participarán con recursos económicos, material local y mano de obra.

Los indicadores de éxito del Componente I serán incrementos en volumen y productividad del rubro potencial con proyectos ejecutados que apoyen a la generación de valor agregado y un beneficio tangible para los productores de las comunidades buscando lograr los objetivos y resultados esperados, el éxito del componente I será medido mediante los indicadores del Vivir Bien.

Componente II.- Fortalecimiento organizativo y generación de capacidades productivas

El componente II está orientado al i) desarrollo y fortalecimiento de capacidades organizativas de las organizaciones sociales y de las comunidades productivas; ii) apoyo a las comunidades a visualizar y fortalecer sus propios mecanismos de protección social comunitaria y establecimiento de mecanismos de coordinación entre actores públicos, privados y organizaciones comunitarias para la erradicación de la extrema pobreza; iii) Ejercicio de la ciudadanía.

El objetivo de ese componente es de promover y apoyar las capacidades organizativas de las comunidades y empresas comunitarias, respetando su identidad cultural, su soberanía y sus normas propias así como la coordinación del conjunto de los actores locales públicos y privados en el marco de potencialidades productivas.

Este componente incluirá actividades a través de dos subcomponentes:

Subcomponente I.- Generación de capacidades para el desarrollo y fortalecimiento de organizaciones sociales y empresas comunitarias

Este subcomponente está dirigido a crear las condiciones mínimas para desarrollar los proyectos de fortalecimiento de las potencialidades productivas mediante el desarrollo de propuestas integrales para el desarrollo de estas capacidades en el marco de la gestión integral comunitaria y a la definición de políticas en el marco de las consultas, participación y control social. El subcomponente se desarrollará a través de la realización de reuniones, encuentros y eventos de capacitación.

Subcomponente II.- Ejercicio de Ciudadanía para ejercer derechos.

Este subcomponente está orientado a la inclusión ciudadana de personas excluidas y sin derechos socio económicos. El subcomponente financiará la obtención de documentos de identidad, certificados de nacimiento y tramitación de personería jurídica para el conjunto de familias productoras.

Componente III- Seguimiento y evaluación del Proyecto

El Componente III está orientado a: i) la gestión del Proyecto; ii) seguimiento y evaluación del Proyecto; iii) realización de estudios; y iv) preparación de Planes Operativos Anuales a cargo del PLAN VIDA-PEEP en coordinación con la Entidad Ejecutora.

V. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto

1.1. *Designación.* El Prestatario designa como Organismo Responsable del Proyecto al Ministerio de Planificación del Desarrollo (MPD). El MPD operará el Proyecto mediante el Plan VIDA-PEEP.

1.2. *Funciones.* El MPD será responsable directo de la ejecución global del Proyecto y de la orientación del mismo a los lineamientos y objetivos del Plan VIDA-PEEP. El Plan VIDA-PEEP participará en la identificación y validación de los potenciales proyectos regionales y municipales en el marco de los complejos productivos y ejecutará actividades de seguimiento y evaluación de los resultados e impactos del Proyecto.

2. Entidad Ejecutora del Proyecto

2.1. *Designación.* Para la ejecución del Proyecto el Plan VIDA-PEEP firmará convenios con las entidades públicas que correspondan. La ejecución del Proyecto se realizará a través de oficinas regionales con el personal técnico y administrativo necesario para la implementación de las actividades, de acuerdo a lo establecido en el documento técnico del Proyecto.

2.2. *Funciones:*

- a) La planificación, diseño y ejecución de los subproyectos identificados en forma participativa en el marco de los objetivos y fases del Plan VIDA-PEEP;
- b) La administración y transferencia de fondos;
- c) El apoyo técnico y administrativo en la ejecución de los proyectos comunales y/o municipales-regionales;
- d) Seguimiento y evaluación de los impactos; y
- e) Desarrollo de procesos de coordinación con otras instancias que operen en el ámbito territorial del Proyecto.

3. Mecanismos comunitarios de implementación del Proyecto

La identificación de ideas de proyectos se realizará de manera conjunta entre el Plan VIDA-PEEP y las autoridades comunitarias y representantes de empresas comunitarias. El diseño de proyectos en base a formatos simplificados serán realizados por las comunidades con el apoyo técnico de las oficinas regionales.

Se firmarán convenios con las organizaciones, empresas comunitarias y supracomunitarias para las transferencias de los recursos, quienes asumirán la administración de los mencionados recursos.

Anexo 2*Cuadro de asignaciones*

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

CATEGORIA	Monto en DEG	% FINANCIAMIENTO EXCLUYENDO IMPUESTOS
I. Asistencia técnica	3 060 000	100% excluyendo la contribución de los beneficiarios y del Prestatario
II. Obras civiles	450 000	100% excluyendo la contribución de los beneficiarios y del Prestatario
III. Capacitación y servicios profesionales	480 000	100% excluyendo la contribución de los beneficiarios y del Prestatario
IV. Vehículos, equipos y materiales	50 000	100% excluyendo la contribución del Prestatario
V. Costos operativos y remuneraciones	440 000	100%
VI. Seguimiento, evaluación y auditorías	70 000	100% excluyendo la contribución del Prestatario
Sin asignación	500 000	
TOTAL	5 050 000	

Anexo 3

Disposiciones especiales

De conformidad con la Sección 12.01 a) xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a solicitar retiros de fondos de la Cuenta del Préstamo si el Prestatario ha incumplido con la disposición establecida infra, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto:

Impuestos. La contrapartida del Prestatario cubrirá todas las contribuciones así requeridas por la legislación nacional y todas las tasas y derechos de importación en bienes, obras públicas y servicios adquiridos con cargo al Proyecto.

Key reference documents

Country reference documents

National Poverty Assessment
Population Census (2001)
UNDP – Human Development Report 2007
UNDP – Human Development Report - LA OTRA FRONTERA 2008
Instituto Nacional de Estadística (INE) Anuario 2007
FMI: Informe del Fondo Monetario Internacional, www.worldbank.org
UDAPE: Quinto Informe de Progreso de Desarrollo del Milenio en Bolivia (2008)
Fundación Milenio: Informe de Milenio sobre la Economía (2008)
Banco Central de Bolivia: Informe de Política Monetaria Enero 2009

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files, working papers
IFAD Rural Finance Policy
IFAD Targeting Policy
IFAD Gender Action Plan
COSOP 2008-2012
Administrative Procedures on Environmental Assessment
Style Manual

Logical framework

AIM: Contribute to the eradication of extreme poverty			
OBJECTIVE	DEVELOPMENT INDICATORS AND KEY GOALS	VERIFICATION MEANS	ASSUMPTIONS/ RISKS
<p>Strategic objective: Build capacities among families and organizations according to the region's potential, under full and decisive participation of social community and productive organizations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Increased income (41%) capacity and potential productive strength at the third year of the project - Increased food security level - Higher gender equality - Higher family and organization assets 		<ul style="list-style-type: none"> - Stable macroeconomic environment - Stable Political environment - Stable strategy and policy to combat rural poverty
<p>Specific objective 1: Promote and strength identified productive potential.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 600 identified communities, organized according to their productive potential - Yield increase 10 % - 5 productive potentials identified and adopted by consensus - 3 infrastructure potentials strengthened and 20 strategic territorial projects - 600 Committees in charge of ongoing projects - 600 signed agreements and implemented projects 	<ul style="list-style-type: none"> - Regional mapping of productive potential in municipalities and communities - Communal files (technical requirements, legal affaires) - Productive potential register at community level - Mid-term report 	<ul style="list-style-type: none"> - Families, communities and authorities do not interfere in activities of the project - Community's commitment to labor
<p>Specific objective 2: Promote and support community and regional organizational and productive capacities, respecting cultural identity, organizational means, as well as coordination of public and private local actors.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Strengthening of 60% of communities developing and managing family and organizational demands - Signed agreements of 30% of total projects - 9 000 families with documents - 20 agreements signed with public and private institutions - Women of 600 communities holding productive projects - Increased leading skills in women 	<ul style="list-style-type: none"> - Proceedings and reports of meetings - Related agreements and arrangements - Agreements and arrangements with documentation agencies (<i>carnetización</i>) - Communal files (technical requirements, legal affaires) - Report on documented families 	
<p>Specific objective 3: Consolidate operational structure and monitoring mechanisms, and to assess behaviour, results and impacts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Agreement with Executing Agency - 15 civil servants engaged through public audience - 2 Regional offices in place - Full implementation of planned activities after three months - 4 annual operative plans - 4 auditing contracts - 1 baseline assessment - Monitoring and assessment systems implemented - Technical and financial auditing and mid-term assessments implemented 	<ul style="list-style-type: none"> - Agreement with Executing Agency - Engagement procedure (calls, contracts) - Baseline document - Assessment reports - Reports on follow-up and assessment - Assessment reports on PV-PEEP - External auditing reports - Internal auditing reports - Mid-term assessment reports 	<ul style="list-style-type: none"> - In-time constitution of the technical team for implementing the project

